

# Julian Assange doit être libéré, pas trahi (Consortium News)



John PILGER

Le 24 février, lorsque Julian Assange entrera au tribunal de la Couronne de Woolwich, le véritable journalisme sera le seul crime jugé.

Ce samedi, il y aura une marche de l'Australia House à Londres vers Parliament Square, le centre de la démocratie britannique. Les gens porteront des portraits de l'éditeur et journaliste australien Julian Assange qui, le 24 février, sera confronté à un tribunal qui décidera s'il doit ou non être extradé vers les États-Unis où il sera comme un mort vivant.

Je connais bien l'Australia House. Étant moi-même Australien, j'y allais à mes débuts à Londres pour lire les journaux du pays. Ouverte par le roi George V il y a plus d'un siècle, son immensité de marbre et de pierre, ses lustres et ses portraits solennels, importés d'Australie au moment où les soldats australiens mouraient dans le massacre de la Première Guerre mondiale, ont fait de cette maison un monument de servilité impériale.

En tant que l'une des plus anciennes « missions diplomatiques » du Royaume-Uni, cette relique de l'empire offre une sinécure agréable aux hommes politiques des Antipodes : un « compagnon » récompensé ou un fauteur de troubles exilé.

Connu sous le nom de Haut Commissaire, l'équivalent d'un ambassadeur, le bénéficiaire actuel est George Brandis, qui, en tant que procureur général, a tenté d'édulcorer la loi australienne sur la discrimination raciale et a approuvé des raids contre des lanceurs d'alerte qui avaient révélé la vérité sur l'espionnage illégal de l'Australie au Timor oriental lors des négociations pour le partage du pétrole et du gaz de ce pays appauvri.

Cela a conduit à la poursuite des lanceurs d'alerte Bernard Collaery et « Witness K », sous de fausses accusations. Comme Julian Assange, ils doivent être réduits au silence dans un procès kafkaïen et mis en prison.

L’Australia House est le point de départ idéal pour la marche de samedi.

## **Au service du grand jeu**

« J’avoue », écrivait Lord Curzon, vice-roi de l’Inde, en 1898, « que les pays sont des pièces sur un échiquier sur lequel se joue un grand jeu pour la domination du monde ».

Nous, Australiens, sommes au service du Grand Jeu depuis très longtemps. Ayant dévasté notre peuple indigène lors d’une invasion et d’une guerre d’usure qui se poursuit encore aujourd’hui, nous avons versé le sang de nos maîtres impériaux en Chine, en Afrique, en Russie, au Moyen-Orient, en Europe et en Asie. Aucune aventure impériale contre ceux avec qui nous n’avons pas de querelle n’a échappé à notre dévouement.

Le mensonge a été un trait caractéristique. Lorsque le Premier ministre Robert Menzies a envoyé des soldats australiens au Vietnam dans les années 1960, il les a décrits comme une équipe d’entraînement, envoyée à la demande du gouvernement assiégé à Saïgon. C’était un mensonge. Un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères a écrit secrètement que « bien que nous ayons souligné publiquement le fait que notre aide a été donnée en réponse à une invitation du gouvernement du Sud-Vietnam », l’ordre venait de Washington.

Deux versions. Le mensonge pour nous, la vérité pour eux. Jusqu’à quatre millions de personnes sont mortes dans la guerre du Vietnam.

Lorsque l’Indonésie a envahi le Timor oriental en 1975, l’ambassadeur australien, Richard Woolcott, a secrètement exhorté le gouvernement de Canberra à « agir de manière à minimiser l’impact public en Australie et à faire preuve de compréhension privée envers l’Indonésie ». En d’autres termes, de mentir. Il a fait allusion aux réserves de pétrole et de gaz de la mer de Timor qui, selon le ministre des affaires étrangères Gareth Evans, valaient des « milliards ».

Dans le génocide qui a suivi, au moins 200 000 Timorais de l’Est sont morts. L’Australie a reconnu, presque seule, la légitimité de l’occupation.

Lorsque le Premier ministre John Howard a envoyé des forces spéciales australiennes pour envahir l’Irak avec l’Amérique et la Grande-Bretagne en 2003, il a – comme George W. Bush et Tony Blair – menti en disant que Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive. Plus d’un million de personnes sont mortes en Irak.

WikiLeaks n’a pas été le premier à dénoncer le modèle de mensonge criminel dans les démocraties qui restent aussi rapaces qu’au temps de Lord Curzon. La remarquable organisation d’édition fondée par Julian Assange a réussi à en apporter la preuve.

## **Les vrais mensonges exposés**

WikiLeaks nous a informés sur la façon dont les guerres illégales sont fabriquées, sur la façon dont les gouvernements sont renversés et la violence est utilisée en notre nom, sur la façon dont nous sommes espionnés via nos téléphones et nos écrans. Les véritables mensonges des présidents, des ambassadeurs, des candidats politiques, des généraux, des mandataires, des fraudeurs politiques ont été révélés au grand jour. Un par un, ces aspirants empereurs ont réalisé qu’ils étaient nus.

**Il s’agit d’un service public sans précédent** ; c’est avant tout un journalisme authentique, dont la valeur peut être jugée par le degré d’apoplexie des corrompus et de leurs apologistes.

Par exemple, en 2016, WikiLeaks a publié les courriels divulgués du directeur de campagne d’Hillary Clinton, John Podesta, qui ont révélé un lien direct entre Clinton, la fondation qu’elle partage avec son mari et le financement du djihadisme organisé au Moyen-Orient – le terrorisme.



## Hillary Clinton email reveals she knew of Saudi & Qatar government funding for ISIL (ISIS) by August 2014 [wikileaks.org/podesta-emails...](http://wikileaks.org/podesta-emails...)

regime. This entire effort should be done with a low profile, avoiding the massive traditional military operations that are at best temporary solutions. While this military/para-military operation is moving forward, we need to use our diplomatic and more traditional intelligence assets to bring pressure on the governments of Qatar and Saudi Arabia, which are providing clandestine financial and logistic support to ISIL and other radical Sunni groups in the region. This effort will be enhanced by the stepped up commitment in the KRG. The Qataris and Saudis will be put in a position of balancing policy between their ongoing competition to dominate the Sunni world and the consequences of serious U.S. pressure. By the same token, the threat of similar, realistic U.S.

12:54 AM · Jun 5, 2017 · Twitter Web Client

12.5K Retweets 10.5K Likes

Un courriel a révélé que l'État islamique (ISIS) était financé par les gouvernements d'Arabie Saoudite et du Qatar, dont Clinton a accepté d'énormes « dons ». De plus, en tant que secrétaire d'État américaine, elle a approuvé la plus grande vente d'armes au monde à ses bienfaiteurs saoudiens, d'une valeur de plus de 80 milliards de dollars. Grâce à elle, les ventes d'armes américaines au monde entier - destinées à des pays sinistrés comme le Yémen - ont doublé.

Révélés par WikiLeaks et publiés dans le New York Times, les e-mails de Podesta ont déclenché une campagne virulente contre le rédacteur en chef Julian Assange, sans preuves. Il était un « agent de la Russie travaillant à l'élection de Trump » ; le « Russiagate » absurde a suivi. Le fait que WikiLeaks ait également publié plus de 800 000 documents souvent accablants en provenance de Russie a été ignoré.

En 2017, dans une émission de l'Australian Broadcasting Corporation, Four Corners, Clinton a été interviewée par Sarah Ferguson, qui a commencé : « Personne ne pouvait manquer d'être ému par la douleur sur votre visage [au moment de l'investiture de Donald Trump] ... Vous souvenez-vous de la douleur viscérale que vous avez ressentie ? »

Ayant établi la souffrance viscérale de Clinton, le faussaire Ferguson a décrit « le rôle de la Russie » et le « dommage que vous avez personnellement subi » par Julian Assange.

Clinton a répondu : « Il [Assange] est très clairement un outil des services de renseignement russes. Et il a fait ce qu'ils lui demandaient ».

Ferguson a déclaré à Clinton : « Beaucoup de gens, y compris en Australie, pensent qu'Assange est un martyr de la liberté d'expression et de la liberté d'information. Comment le décririez-vous ? »



Une fois de plus, Clinton a été autorisée à diffamer Assange - un « nihiliste » au service des « dictateurs » - tandis que Ferguson a assuré à son interlocuteur qu'elle était « l'icône de votre génération ».

Il n'a pas été fait mention d'un document divulgué par WikiLeaks, appelé Libya Tick Tock, préparé pour Hillary Clinton, qui la décrivait comme la figure centrale de la destruction de l'État libyen en 2011. Cela a provoqué 40 000 morts, l'arrivée de DAECH en Afrique du Nord et la crise des réfugiés et

des migrants européens.

## Le seul crime jugé

Pour moi, cet épisode de l'interview de Clinton - et il y en a beaucoup d'autres - illustre de façon frappante la division entre le faux et le véritable journalisme. Le 24 février, lorsque Julian Assange entrera au tribunal de la Couronne de Woolwich, le véritable journalisme sera le seul crime jugé.

On me demande parfois pourquoi je me suis fait le champion d'Assange. D'abord, je l'aime et je l'admire. C'est un ami au courage étonnant ; et il a un sens de l'humour finement aiguisé et noir. Il est le contraire du personnage inventé puis assassiné par ses ennemis.

En tant que reporter dans des lieux de bouleversements partout dans le monde, j'ai appris à comparer les preuves dont j'ai été témoin avec les paroles et les actions de ceux qui détiennent le pouvoir. De cette façon, il est possible de se faire une idée de la façon dont notre monde est contrôlé, divisé et manipulé, de la façon dont le langage et les débats sont déformés pour produire la propagande de la fausse conscience.

Lorsque nous parlons de dictatures, nous appelons cela un lavage de cerveau : la conquête des esprits. C'est une vérité que nous appliquons rarement à nos propres sociétés, quelle que soit la traînée de sang qui remonte jusqu'à nous et qui ne sèche jamais.

WikiLeaks a mis cela en évidence. C'est pourquoi Assange se trouve dans une prison de haute sécurité à Londres et fait face à des accusations politiques concoctées en Amérique, et c'est pourquoi il a fait honte à tant de ceux qui ont payé pour que les choses soient claires. Regardez ces journalistes qui cherchent maintenant une couverture alors qu'ils se rendent compte que les fascistes américains qui sont venus pour Assange pourraient venir pour eux, notamment ceux du Guardian qui ont collaboré avec WikiLeaks et ont gagné des prix et obtenu des contrats lucratifs pour des livres et des films hollywoodiens basés sur son travail, avant de se retourner contre lui.

En 2011, David Leigh, le « rédacteur en chef des enquêtes » du Guardian, a déclaré aux étudiants en journalisme de la City University de Londres qu'Assange était « assez dérangé ». Lorsqu'un étudiant perplexe lui a demandé pourquoi, Leigh a répondu : « Parce qu'il ne comprend pas les paramètres du journalisme conventionnel ».

Mais c'est précisément parce qu'il a compris que les « paramètres » des médias protégeaient souvent des intérêts politiques et acquis et n'avaient rien à voir avec la transparence que l'idée de WikiLeaks était si attrayante pour de nombreuses personnes, en particulier les jeunes, cyniques à juste titre à l'égard de ce qu'on appelle le « courant dominant ».

Leigh se moquait de l'idée même qu'une fois extradé, Assange finirait par « porter une combinaison orange ». Ce sont des choses, a-t-il dit, « que lui et son avocat disent pour nourrir sa paranoïa ».

Les accusations américaines actuelles contre Assange se concentrent sur les journaux afghans et irakiens, que le Guardian a publiés et sur lesquels Leigh a travaillé, ainsi que sur la vidéo du meurtre collatéral montrant un équipage d'hélicoptère américain abattant des civils et célébrant le crime. Pour ce journalisme, Assange fait face à 17 chefs d'accusation d'« espionnage » qui entraînent des peines de prison totalisant 175 ans.

Que son uniforme de prisonnier soit ou non une « combinaison orange », les dossiers des tribunaux américains vus par les avocats d'Assange révèlent qu'une fois extradé, Assange sera soumis à des mesures administratives spéciales, connues sous le nom de MAS. Un rapport de 2017 de la faculté de droit de l'université de Yale et du Centre pour les droits constitutionnels décrit les MAS comme « le coin le plus sombre du système carcéral fédéral américain », combinant « la brutalité et l'isolement des unités de sécurité maximale avec des restrictions supplémentaires qui privent les individus de presque tout lien avec le monde humain ... L'effet est de protéger cette forme de torture de tout véritable examen public ».

Le fait qu'Assange avait raison depuis le début, et que le faire venir en Suède était une fraude pour couvrir un plan américain visant à le « rendre », devient enfin clair pour beaucoup qui ont avalé les incessantes campagnes de calomnies. « Je parle couramment le suédois et j'ai pu lire tous les documents originaux », a déclaré récemment Nils Melzer, le rapporteur des Nations unies sur la torture,

« j'en croyais à peine mes yeux. Selon le témoignage de la femme en question, un viol n'avait jamais eu lieu. Et ce n'est pas tout : le témoignage de la femme a ensuite été modifié par la police de Stockholm sans qu'elle soit au courant afin de faire croire à un éventuel viol. J'ai tous les documents en ma possession, les e-mails, les SMS ».

Keir Starmer est actuellement candidat à la direction du parti travailliste en Grande-Bretagne. Entre 2008 et 2013, il a été directeur des poursuites publiques et responsable du Crown Prosecution Service. Selon les recherches effectuées par la journaliste italienne Stefania Maurizi dans le cadre de la liberté d'information, la Suède a tenté d'abandonner l'affaire Assange en 2011, mais un fonctionnaire du CPS à Londres a dit au procureur suédois de ne pas la traiter comme « une extradition de plus ».

En 2012, elle a reçu un courriel du CPS : « Ne vous dégonflez pas !!! D'autres courriels du CPS ont été soit supprimés, soit expurgés. Pourquoi ? Keir Starmer doit dire pourquoi.

Au premier rang de la marche de samedi se trouvera John Shipton, le père de Julian, dont le soutien infatigable à son fils est l'antithèse de la collusion et de la cruauté des gouvernements d'Australie, notre pays.

L'appel à la honte commence avec Julia Gillard, la première ministre travailliste australienne qui, en 2010, a voulu criminaliser WikiLeaks, arrêter Assange et annuler son passeport - jusqu'à ce que la police fédérale australienne fasse remarquer qu'aucune loi ne le permettait et qu'Assange n'avait commis aucun crime.

Alors qu'elle prétendait à tort lui fournir une assistance consulaire à Londres, c'est l'abandon choquant de son citoyen par le gouvernement Gillard qui a conduit l'Équateur à accorder l'asile politique à Assange dans son ambassade de Londres.

Dans un discours ultérieur devant le Congrès américain, Gillard, une des favorites de l'ambassade américaine à Canberra, a battu des records de flagornerie (selon le site internet Honest History) en déclarant, encore et encore, la fidélité des « potes d'en bas » de l'Amérique.

Aujourd'hui, pendant qu'Assange attend dans sa cellule, Gillard parcourt le monde, se présentant comme une féministe soucieuse des « droits de l'homme », souvent en tandem avec cette autre féministe de droite, Hillary Clinton.

**« Notre monde est contrôlé, divisé et manipulé, ... le langage et les débats sont déformés pour produire la propagande de la fausse conscience. »**

La vérité est que l'Australie aurait pu sauver Julian Assange et peut encore le faire.

En 2010, je me suis arrangé pour rencontrer un éminent député libéral (conservateur), Malcolm Turnbull. Jeune avocat dans les années 1980, Turnbull avait combattu avec succès les tentatives du gouvernement britannique pour empêcher la publication du livre Spycatcher, dont l'auteur, Peter Wright, un espion, avait exposé « l'état profond » de la Grande-Bretagne.

Nous avons parlé de sa célèbre victoire pour la liberté d'expression et de publication et j'ai décrit l'erreur judiciaire qui attendait Assange - la fraude de son arrestation en Suède et son lien avec un acte d'accusation américain qui piétine la Constitution des États-Unis et l'État de droit international.

Turnbull a semblé montrer un réel intérêt et un assistant a pris des notes détaillées. Je lui ai demandé de remettre au gouvernement australien une lettre de Gareth Peirce, la célèbre avocate britannique des droits de l'homme qui représente Assange.

Dans cette lettre, Peirce écrit ,

« Étant donné l'ampleur du débat public, souvent sur la base d'hypothèses totalement fausses, il est très difficile de tenter de préserver la présomption d'innocence de [Julian Assange]. M. Assange a maintenant sur lui non pas une mais deux épées de Damoclès, d'une éventuelle extradition vers deux juridictions différentes pour deux crimes présumés différents, dont aucun n'est un crime dans son propre pays, et que sa sécurité personnelle est devenue en danger dans des circonstances qui sont hautement politisées ».

Turnbull a promis de livrer la lettre, de la faire suivre et de m'en informer. Je lui ai ensuite écrit plusieurs fois, j'ai attendu et je n'en ai plus entendu parler.

En 2018, John Shipton a écrit une lettre très émouvante au premier ministre australien de l'époque, lui demandant d'exercer le pouvoir diplomatique dont dispose son gouvernement et de ramener Julian chez lui. Il écrivait qu'il craignait que si Julian n'était pas secouru, il y aurait une tragédie et que son fils mourrait en prison. Il n'a pas reçu de réponse. Le premier ministre était Malcolm Turnbull.

L'année dernière, quand on a interrogé l'actuel Premier ministre, Scott Morrison, un ancien homme de relations publiques, sur Assange, il a répondu comme à son habitude : « Il devra faire face à son destin ! »

Lorsque la marche de samedi atteindra les Chambres du Parlement, dite « la Mère des Parlements », Morrison et Gillard et Turnbull et tous ceux qui ont trahi Julian Assange devraient être interpellés ; l'histoire et la décence ne les oublieront pas, ni ceux qui se taisent aujourd'hui.

Et s'il reste un peu de sens de la justice dans le pays de la Grande Charte, la parodie qu'est le procès contre cet héroïque Australien doit être rejetée. Sinon, gare à nous, gare à nous tous.

### **John Pilger**

*La marche du samedi 22 février commence à l'Australia House à Aldwych, Londres WC2B 4LA, à 12h30 : rassemblement à 11h30.*

*Traduction « tellement à dire, à dénoncer, à combattre, et si peu de temps » par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles*

»» <https://consortiumnews.com/2020/02/17/john-pilger-julian-assange-must-...>

Source : Le Grand Soir,

<https://www.legrandsoir.info/julian-assange-doit-etre-libere-pas-trahi-consortium-news.html>

*Fil Facebook correspondant à ce billet :*